

- > **PSE: le respect de l'obligation de recherche d'un repreneur** relève du juge administratif
- > **Le patronat suspend sa participation aux négociations** sur l'assurance chômage
- > **Opérateurs de compétences**: neuf demandes d'agrément sur 13 devraient être acceptées
- > **Atlas devrait devenir l'Opco** des services financiers et du conseil aux entreprises
- > **Plafond de ressources** pour l'admission à l'aide juridictionnelle en 2019

## le dossier convention collective p. 1-10

- > **Négocier** sur la ou les CSSCT du CSE (1)

// l'actualité  
LIAISONS SOCIALES PRESSE

## LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

# PSE: le respect de l'obligation de recherche d'un repreneur relève du juge administratif

À partir du moment où le Direccte a homologué ou validé le plan de sauvegarde de l'emploi, le principe de la séparation des pouvoirs s'oppose à ce que le juge judiciaire se prononce sur le respect par l'employeur de son obligation de recherche d'un repreneur. En effet, cette question est de la « seule compétence » de la juridiction administrative, précise la Cour de cassation dans un arrêt du 16 janvier 2019.

La Cour de cassation applique strictement la compétence de principe que la loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 a attribuée au juge administratif, en matière de PSE. En témoigne un nouvel arrêt rendu le 16 janvier dernier et précisant qu'en cas de fermeture d'établissement, dans la mesure où l'obligation de recherche d'un repreneur fait partie des points sur lesquels le Direccte doit faire porter son contrôle lorsqu'il est saisi d'une demande de validation ou d'homologation du PSE, le **juge judiciaire** est **incompétent pour** connaître d'un **contentieux en indemnisation** introduit par des salariés sur le fondement d'une **absence de recherche sérieuse et loyale** d'un **preneur** par l'employeur. Il ne saurait être débattu à nouveau, devant le juge judiciaire, d'une question sur laquelle le Direccte est légalement tenu de faire porter son appréciation, laquelle ne pourra être discutée que devant les tribunaux administratifs.

**Obligation de recherche d'un repreneur**

La loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 a institué l'obligation pour les entreprises *in bonis* d'au moins 1 000 salariés, envisageant la **fermeture** d'un **établissement** qui aurait pour conséquence un projet de licenciement collectif, de **rechercher un repreneur** (*C. trav., art. L. 1233-57-9; v. le dossier juridique -Empl. & chô.- n° 160/2014 du 8 septembre 2014*).

L'employeur est ainsi tenu d'informer des repreneurs potentiels, par tout moyen approprié, de son intention de céder l'établissement (*C. trav., art. L. 1233-57-14*). Ce processus doit **associer** étroitement les **représentants du personnel** (*C. trav., art. L. 1233-57-9 et s.*) et, si la recherche a été infructueuse, l'employeur doit présenter au comité, avant la fin de la consultation sur le projet de licenciement collectif, un rapport relatif aux actions engagées, aux offres reçues et aux raisons de leur rejet (*C. trav., art. L. 1233-57-20*).

Dans la présente affaire, ce **processus** n'ayant **pas abouti**, un **PSE** a été élaboré et **homologué** par le  **Direccte** (les mesures sociales d'accompagnement ont fait l'objet d'un accord collectif et d'une décision de validation). **Après** le prononcé des **licenciements**, plusieurs **salariés** ont alors **saisi la juridiction prud'homale** de demandes de **dommages-intérêts** pour inexécution de bonne foi de l'**obligation** légale de **recherche d'un repreneur**.

Sur un moyen relevé d'office, la **Cour de cassation** **exclut** toutefois la **compétence** du **juge judiciaire** sur cette question.

**Compétence administrative**

Lorsqu'il est saisi du PSE, le  **Direccte** doit notamment **vérifier** le **respect** par l'employeur des obligations relatives à la **recherche d'un repreneur**, **avant** d'**homologuer** le document unilatéral (*C. trav., art. L. 1233-57-3*) ou de valider l'accord collectif (*C. trav., art. L. 1233-57-2*). L'obligation de recherche d'un repreneur, lorsqu'elle est applicable à l'entreprise, fait ainsi légalement partie du champ de contrôle du Direccte. Dans son arrêt du 16 janvier, la Cour de cassation en tire toutes les conséquences: « le respect du principe de **séparation des pouvoirs** s'oppose à ce que le **juge judiciaire** **se prononce** sur le respect par l'employeur de son **obligation de recherche d'un repreneur** ».

En présence d'un PSE homologué ou validé par l'administration, le juge judiciaire ne peut donc être saisi d'une demande d'indemnisation au titre d'un manquement de l'employeur à son obligation de recherche d'un repreneur. **Toute contestation** dans la mise en œuvre du processus de recherche **relève** de la seule compétence de la **juridiction administrative** et doit être soulevée devant un tribunal administratif, à l'occasion de la **contestation** de la décision d'**homologation** ou de **validation** du Direccte, conformément au bloc de compétence créé par la loi du 14 juin 2013 (*C. trav., art. L. 1235-7-1*).

Cet arrêt s'inscrit dans le droit fil d'une récente décision par laquelle la Cour de cassation a déjà posé pour principe que le juge judiciaire « ne peut méconnaître

Retrouvez votre revue en avant-première sur [liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)

l'autorité de la chose décidée par l'autorité administrative ayant homologué le document élaboré par l'employeur». Ainsi, **en présence** d'une décision administrative d'**homologation** ou de **validation**, le **juge judiciaire ne saurait constater une insuffisance** du PSE, ce point relevant de l'appréciation du Direccte sous le contrôle du juge administratif. En revanche, tant qu'il n'empiète pas

sur le champ de contrôle relevant du Direccte (et donc du contentieux administratif), le **juge judiciaire** reste **compétent**, par exemple pour apprécier le respect, par l'employeur, de son **obligation individuelle de reclassement** (Cass. soc., 21 novembre 2018, n° 17-16.766 PBRI; v. l'actualité n° 17699 du 23 novembre 2018). Dans sa note explicative, la Haute juridiction indiquait déjà que «L'arrêt

invite par conséquent le juge judiciaire à respecter strictement la compétence administrative consacrée par le législateur». L'arrêt du 16 janvier ne déroge pas à cette ligne directrice. ■

Cass. soc., 16 janvier 2019, n° 17-20.969 FS-PB

 **CONSULTER LE DOCUMENT SUR :**  
[liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)

## EMPLOI ET CHÔMAGE

# Le patronat suspend sa participation aux négociations sur l'assurance chômage

**Les trois organisations patronales représentatives ont successivement annoncé, le 28 janvier, qu'elles suspendaient leur participation à la négociation relative à l'assurance chômage, en cours depuis le 9 novembre 2018. Medef, CPME et U2P réclament des clarifications sur la position du président de la République quant à la mise en place d'un bonus-malus, auquel elles s'opposent frontalement.**

Alors que la négociation relative à l'assurance chômage s'enlisait sur le sujet des contrats courts et de l'instauration d'un bonus-malus (v. l'actualité n° 17740 du 24 janvier 2019), **Emmanuel Macron** a réaffirmé, le 24 janvier, sa **volonté de réguler les contrats courts** par un système de «**bonus-malus**». Dénonçant un «**court-circuit**» de la négociation en cours de la part du chef de l'État, la CPME, le Medef, puis l'U2P ont annoncé le 28 janvier la suspension de leur participation aux négociations, alors que devait être examiné, lors de la neuvième séance prévue le 31 janvier, un premier projet de texte patronal.

### **Le patronat réclame des «clarifications»**

La réaffirmation d'Emmanuel Macron, le 24 janvier, de sa volonté de réguler les contrats courts par un système de «**bonus-malus**» a fortement fait réagir le patronat, qui y est fermement opposé. Le 28 janvier, les trois organisations patronales représentatives au niveau national interprofessionnel, ont successivement annoncé suspendre leur participation aux négociations. Elles s'accordent à dire que le document de cadrage de la négociation remis par le gouvernement aux partenaires sociaux le 25 septembre 2018 (v. l'actualité

n° 17660 du 27 septembre 2018), «**n'imposait pas une méthode pour répondre à cette question**» et que le bonus-malus n'était pas évoqué «**comme une solution obligatoire**». Dès lors, suite à l'intervention publique du chef de l'État sur le sujet, pour le patronat la poursuite de la négociation ne peut intervenir «**sans une clarification préalable** du gouvernement sur la suite qui serait donnée à un accord entre partenaires sociaux».

### **Une suspension que regrettent les syndicats de salariés**

À trois jours d'une séance de négociation clé, Marylise Léon (CFDT) «**regrette vivement cette suspension unilatérale** qui sonne comme une **fin de non-recevoir** à la nécessaire **responsabilisation des employeurs** sur cette situation que subissent de nombreux salariés». Laurent Berger, numéro un

de la CFDT, avait prévenu tôt le 28 janvier que «**le patronat portera[it] la responsabilité de l'échec de la négociation sur la réforme de l'assurance chômage s'il persistait à refuser tout mécanisme de bonus-malus**». Philippe Martinez, son homologue de la CGT, est allé dans le même sens sur France inter: «**Du bonus, ils [les employeurs] en ont beaucoup, donc si on pouvait se contenter du malus ça irait mieux**». De son côté, **FO** «**déplore l'attitude des organisations d'employeurs**» et **craint** que la suspension de la négociation d'assurance chômage «**conduise le gouvernement à reprendre la main sur la convention d'assurance chômage**». Jean-François Foucard (**CFE-CGC**) s'est montré plus mesuré. «**Suspendre, ce n'est pas arrêter**», a-t-il relativisé, précisant toutefois que «**la responsabilisation des entreprises ne peut passer que par des cotisations**». ■

## // Conférences Liaisons

### **► Journée «Réforme de la formation – Les précisions des décrets!» et Matinée «Réforme de l'alternance – Le décryptage des mesures de la loi Avenir professionnel»**

Entreprises, organismes de formation, Opcas doivent adapter leurs pratiques à la réforme de la formation portée par la loi Avenir professionnel, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. La «révolution copernicienne» de l'apprentissage est également en marche. Afin d'appréhender les conséquences de la réforme, deux conférences auront lieu en février, le **15 février 2019** toute la journée et **22 février 2019** le matin, pour vous permettre de décrypter les mesures et enjeux de la loi du 5 septembre 2018.

À la tribune: Sabrina Dougados, avocat associé (Fromont Briens); Philippe Debruyne, secrétaire confédéral, Sécurisation des parcours par le développement des compétences et la formation professionnelle de la CFDT; Alexandra Klamecki, facilitatrice en développement des Richesses humaines (Umana); Stéphane Lardy, directeur, France; Robert Dufour, directeur (ADAMSSE CFA et CFA Sport et Animation); un représentant d'Opcos.

Pour plus d'informations:  [www.wk-formation.fr/conferences](http://www.wk-formation.fr/conferences) ☎ 09 69 32 35 99

# Opérateurs de compétences: neuf demandes d'agrément sur 13 devraient être acceptées

**Sur les 10 à 11 opérateurs de compétences qui seront agréés d'ici le 1<sup>er</sup> avril 2019, neuf devraient l'être dans les prochaines semaines. Quatre Opco ont été renvoyés à leur copie, a souligné le 25 janvier l'entourage de Muriel Pénicaud. À défaut pour les branches concernées de suivre les exigences ministérielles, elles se verront regroupées au sein d'opérateurs directement créés par l'État.**

D'après l'entourage de la ministre du Travail, « on est très proche du résultat final et cela sans intervention de l'État. L'immense majorité des branches s'inscrit dans la logique de la réforme de la formation ». Sur 13 dossiers de demande d'agrément, neuf opérateurs de compétences (Opco) proposent, selon le ministère, un champ d'intervention cohérent répondant aux critères légaux et réglementaires (*v. l'actualité n° 17723 du 31 décembre 2018*). Quatre autres sont plus problématiques et leurs branches ont reçu des courriers le 24 janvier leur indiquant quel opérateur elles devraient constituer ou rejoindre.

## Neuf Opco sont en voie d'agrément

Les **agréments** qui seront accordés dans les semaines à venir ne seront effectifs qu'à compter du **1<sup>er</sup> avril 2019** et leur champ pourra être complété avant et après cette date. Devraient être agréés :

- l'**Opco Atlas**, qui regroupe les métiers de la banque de l'assurance et du numérique (*v. article ci-après*). Le champ de cet Opco constitue, selon le ministère « un tout très cohérent » en ce qu'il réunit les services à haute valeur ajoutée ;
- l'**Opco interindustriel** qui rassemble la quasi-totalité des métiers de l'industrie (*v. l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019*). Les quelques branches du secteur qui n'ont pas rejoint l'« Opco 2i » ont été invitées à le faire par courrier ;
- l'**Opco du commerce** qui couvre des métiers amenés à suivre une évolution commune ;
- l'**Opco de la mobilité** qui réunit essentiellement toutes les **branches du transport** (ports et manutention, ferroviaire, marine marchande, RATP, agences de voyages, etc.) lesquelles sont impactées par les mêmes changements technologiques ;

– **Constructys**. L'Opca de la **construction** se transforme en Opco. Tout en visant toujours les métiers du bâtiment et des travaux publics, il élargit légèrement son périmètre ;

– l'**Opco de la culture et des médias**. Son champ dépasse celui de l'Afdas (culture, communication, médias et loisirs) puisqu'il intègre les branches des agences de mannequins, des casinos et du sport (*v. l'actualité n° 17709 du 7 décembre 2018*) ;

– l'**Opco de la cohésion sociale** qui vise des métiers plus divers. Cet opérateur, estime le ministère, « couvre beaucoup de personnels à statut, dont la formation nécessite un savoir-faire spécifique ». Le noyau dur de l'Opco étant le champ de l'insertion sociale, la spécificité de métier consistera à former les personnes les plus éloignées de l'emploi. Notons que la branche du sport a également désigné cet Opco et qu'il lui a été demandé de choisir entre lui et celui de la culture et des médias. Le ministère admet que pour d'autres branches il puisse y avoir plusieurs Opco de rattachement si elles le justifient ;

– l'**Opco de la santé**, qui regroupe les métiers de la santé en dehors des professions libérales. Deux syndicats ont fait jouer leur droit d'opposition à l'encontre de l'accord constitutif. Si l'accord tombe, les branches concernées pourraient adhérer à l'Opco cohésion sociale ;

– **Ocapiat**, l'Opco de l'agriculture et de l'agroalimentaire (*v. l'actualité n° 17739 du 23 janvier 2019*). Le gouvernement a demandé au Crédit Agricole et à Groupama de justifier leur choix d'adhérer à cet Opco.

## Quatre Opco vont devoir repenser leur champ d'intervention

Quatre dossiers de demande d'agrément restants sont « problématiques » d'après l'entourage de Muriel Pénicaud. Il ne devrait en résulter, au maximum, que la création de deux Opco. « Et ce n'est pas un hasard si, sur ces quatre Opco, trois impliquent des organisations patronales interprofessionnelles ». L'esprit de la réforme est de partir des branches pour construire des secteurs économiques pertinents. Les deux Opca interprofessionnels qui existent aujourd'hui, Agefos-PME et Opcalia, « avaient un chemin beaucoup plus

important à parcourir pour se repositionner sur des secteurs cohérents ».

• Des **courriers** ont donc été **envoyés** aux branches signataires de deux accords constitutifs pour leur demander de **constituer un seul** et même **Opco des services de proximité** et de l'**artisanat**. Ce dernier regrouperait :

– l'Opco de l'économie de proximité porté par la CPME ;

– l'Opco des professions de l'entreprise de proximité et de ses salariés (PEPSS) porté par l'U2P.

• Des courriers appellent également au **regroupement des branches signataires** de deux autres accords constitutifs :

– celui de l'**Opco Wellcom**, porté par le Medef pour remplacer Opcalia. Opérateur interprofessionnel et « interservices », il couvre des secteurs divers comme l'environnement, l'hôtellerie-restauration, la formation, les télécoms ou la mode ;

– celui de l'Opco des professionnels, salariés et employeurs, des services opérationnels aux entreprises et de l'emploi, dit l'**Opco 11**. Il réunit les branches de la propreté, de l'intérim et de la prévention-sécurité.

Pour l'entourage de la ministre du Travail, « il n'y a pas de cohérence de champ dans Wellcom, mais un noyau dur sur les services à forte intensité de main-d'œuvre. Or, il y a un recouvrement de champ entre ce noyau dur et l'Opco 11 ». Cette **proximité justifie** la création d'un **Opco dédié aux services à forte intensité de main-d'œuvre**, déjà baptisé « Opco Safimo » par le ministère.

**Pour les branches de Wellcom sortant de ce champ**, les **courriers** du ministère ont **formulé des recommandations** particulières. Il a par exemple été demandé à plusieurs branches de se rapprocher de l'Opco interindustriel (bijouterie joaillerie orfèvrerie, industrie de la chaussure, celle des jeux et jouets, celle de l'habillement ou encore de la maroquinerie).

• En l'**absence d'accord** dans un délai de **deux mois** pour constituer ces deux Opco, soit d'ici au 24 mars, « il n'y aura **pas d'agrément** » et c'est l'État qui prendra la responsabilité de leur création et de leur administration. ■



Suivez l'actualité sociale en temps réel sur Twitter @LSQredaction



# Atlas devrait devenir l'Opco des services financiers et du conseil aux entreprises

**Créé par accord du 20 décembre 2018, l'Opco des services financiers et du conseil devrait s'appeler «Atlas, soutenir les compétences» et concerner 1,5 million de salariés. Le secteur bancaire est partie prenante à cette création, notamment la branche AFB et celle de la Banque Populaire, mais pas celle du Crédit Agricole. Sont également parties à l'accord la branche des bureaux d'études techniques et celle des experts-comptables.**

L'accord du 20 décembre 2018 créant l'**opérateur de compétences** (Opco) du secteur financier et du conseil aux entreprises, dénommé «Atlas, soutenir les compétences», a été ratifié après plusieurs mois de négociation, par 16 fédérations d'employeurs représentant **14 branches professionnelles**. Certaines de ces dernières avaient auparavant pour Opca Opcaabaia, mais aussi l'Agfos-PME ou le Fafiec. Les bureaux d'études et de sociétés de conseil avaient d'ailleurs négocié au préalable un accord permettant la transformation du Fafiec en Opco (*v. l'actualité n° 17652 du 17 septembre 2018*). Le nouvel Opco doit s'appuyer sur les compétences des deux Opca Opcaabaia et Fafiec. Il est en passe d'être agréé (*v. l'article précédent*).

## Champs couverts par Atlas

L'accord a été ouvert à la signature dans les **14 branches** suivantes :

- bureaux d'études techniques, sociétés de conseil ;
- sociétés d'assurances ;
- entreprises de courtages d'assurances et/ou de réassurances ;
- agences générales d'assurances ;
- sociétés d'assistance ;
- banque AFB ;

- Banque Populaire ;
- Caisse d'Épargne ;
- Crédit Mutuel ;
- sociétés financières ;
- activités de marchés financiers ;
- experts-comptables et commissaires aux comptes ;
- économistes de la construction ;
- géomètres-experts.

Le Crédit Agricole ne souhaite pas rejoindre cet Opco, puisqu'il se positionne dans le domaine de l'agriculture et des territoires (*v. l'actualité n° 17739 du 23 janvier 2019*).

Au nombre des **fédérations patronales signataires**, on trouve, notamment, la FFA, l'AFB, Agéa, la fédération Syntec, le Cinov, l'Institut français des experts-comptables et des commissaires aux comptes (Ifec) et le Syndicat des experts-comptables et des commissaires aux comptes (ECF).

Côté syndical, à côté de fédérations affiliées aux cinq organisations représentatives au plan interprofessionnel signataires, la négociation a aussi été ratifiée par l'Unsa, dans des branches où elle est représentative, telles que celles des sociétés d'assurances, des agences générales et du courtage d'assurances.

## Cohérence sectorielle et de proximité

Les signataires revendiquent une **cohérence sectorielle**, lorsqu'ils rapprochent le secteur financier (banques, assurances) avec celui du conseil aux entreprises. Ils soulignent ainsi des **problématiques RH et sociales communes** avec, en particulier, un fort impact de la transformation digitale de l'activité. Ils entendent également développer et renforcer « un maillage territorial fin et adapté aux besoins de proximité des entreprises et de leurs salariés ».

## Huit sections paritaires

L'accord se fixe pour objectif de mettre en place « une **gouvernance** élargie au sein du futur Opco qui intégrera toutes les branches parties prenantes et la diversité des entreprises ». Il sera composé : d'une assemblée générale paritaire, d'un conseil d'administration paritaire, d'un bureau paritaire, de sections paritaires professionnelles (SPP) de branches regroupées le cas échéant en filières d'activité (*v. ci-dessous*), de commissions paritaires transversales interbranches (CPT) et d'une direction générale.

Le conseil d'administration assure une **présence syndicale égalitaire** à ceux des syndicats de salariés, qui sont représentatifs dans au moins la moitié des branches du champ de l'Opco. Cependant pour respecter les particularismes des différents secteurs, l'accord crée aussi **des SPP** (sections paritaires professionnelles). Ainsi, une SPP doit réunir les bureaux d'études, les cabinets de géomètres et les économistes de la construction. Les branches Banque Populaire, Caisses d'Épargne et Crédit Mutuel ont chacune leur SPP. L'accord détaille les **missions** de ces sections. Elles doivent, notamment, identifier les **actions et les moyens** qui sont potentiellement **mutualisables**, et qu'elles font remonter par l'intermédiaire d'un « outil commun de liaison ». ■

Accord du 20 décembre 2018 de constitution de l'Opco des services financiers et du conseil Atlas

 **CONSULTER LE DOCUMENT SUR :**  
[liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)

 Retrouvez nos informations « Dernière minute » sur [liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)

## PRUD'HOMMES

# Plafond de ressources pour l'admission à l'aide juridictionnelle en 2019

**Les plafonds d'admission à l'aide juridictionnelle sont revalorisés à compter du 18 janvier 2019, en cohérence avec l'avis relatif**

**à l'indice des prix à la consommation publié au JO du 16 janvier. C'est ce qu'annonce le ministère de la Justice dans une circulaire du 16 janvier.**

Le bénéfice de l'**aide juridictionnelle**, totale ou partielle, est soumis à **condition de ressources**. Le ministère de la Justice fixe, dans une circulaire du 16 janvier,

les **plafonds** de ressources applicables aux **demandes déposées** à compter du **18 janvier 2019**. Toutes celles déposées avant cette date se voient appliquer les plafonds en vigueur pour l'année 2018 (v. l'actualité n° 17495 du 24 janvier 2018). Ainsi, l'autorité de recours se fonde sur les plafonds en vigueur au moment de l'introduction de la demande.

Ces plafonds sont applicables en France métropolitaine ainsi que dans les DOM, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre et Miquelon (des mon-

tants spécifiques sont prévus pour la Polynésie).

### Plafonds de ressources et correctifs pour charges de famille

La **moyenne mensuelle** des revenus de 2017 doit être inférieure à :

– **1 031 €** pour l'**aide juridictionnelle totale** ;

– **1 546 €** pour l'**aide partielle**.

Le montant des correctifs familiaux (ou majorations pour charges de famille) est, quant à lui, fixé à :

– **186 €** pour les **deux premières per-**

**sonnes à charge** (soit 18 % du montant du plafond d'aide totale) ;

– **117 €** pour la **troisième personne** à charge et les suivantes (soit 11,37 % du même plafond).

Le tableau ci-dessous détaille le montant des plafonds de ressources selon la situation familiale du demandeur et le taux de l'aide juridictionnelle. ■

Circ. SG-19-003 du 16 janvier 2018, NOR: JUST1901743C



CONSULTER LE DOCUMENT SUR :  
liaisons-sociales.fr

## PLAFONDS DE RESSOURCES POUR L'AIDE JURIDICTIONNELLE EN 2019

Part contributive de l'État	Conditions de ressources (applicable aux ressources 2018)					
	Pour un demandeur sans personne à charge	Pour un demandeur ayant				
		1 personne à charge	2 personnes à charge	3 personnes à charge	4 personnes à charge	5 personnes à charge
100 %	Le montant mensuel des ressources du foyer doit être inférieur ou égal à :					
	1 031 €	1 217 €	1 402 €	1 519 €	1 637 €	1 754 €
55 %	Le montant mensuel des ressources du foyer doit être compris entre :					
	1 032 à 1 219 €	1 218 à 1 405 €	1 403 à 1 590 €	1 520 à 1 707 €	1 638 à 1 825 €	1 755 à 1 942 €
25 %	1 220 à 1 546 €	1 406 à 1 732 €	1 591 à 1 917 €	1 708 à 2 034 €	1 826 à 2 152 €	1 943 à 2 269 €

## // acteurs, débats, événements

### Formation

#### ■ L'Opco PEPSS couvre le champ des entreprises de proximité, selon l'U2P

Dans un communiqué du 25 janvier, l'Union des entreprises de proximité (U2P) prend acte des observations qu'elle a reçues de la DGEFP (v. page 2) et selon lesquelles seul l'Opco des professions de l'entreprise de proximité et de ses salariés (PEPSS) est valide sur le champ dit de l'Opco 10 prévu par le rapport Marx-Bagorski (v. l'actualité n° 17647 du 10 septembre 2018). Elle s'étonne que la DGEFP considère que l'Opco PEPSS ne couvre que partiellement le champ professionnel des entreprises de proximité alors qu'il intègre l'artisanat, le commerce de proximité et les professions libérales. En tout état de cause, l'U2P se dit « totalement ouverte à ce que d'autres branches professionnelles rejoignent l'Opco PEPSS et prendra contact avec leurs représentants pour les accompagner dans cette démarche ». Elle relaie cependant l'inquiétude de certaines branches qui regrettent le climat d'incertitude qui règne actuellement autour de la création des Opco et qui craignent à juste titre qu'au-delà

du 31 mars les possibilités de financement de la formation se tarissent alors que les besoins en compétences sont particulièrement élevés.

#### ■ Les signataires de l'Opco 11 sont prêts à accueillir de nouvelles branches

Suite à la réception des recommandations de la DGEFP (v. page 2), les signataires de l'accord constitutif de l'Opco 11 se disent prêts à accueillir de nouvelles branches dans un communiqué commun du 28 janvier 2019 (Prism'emploi ; Syndicat national des entreprises de sécurité ; Fédération des entreprises de propriété ; Syndicat des entreprises de sûreté aérienne et aéroportuaire). La pertinence de cet Opco des services opérationnels aux entreprises a été confirmée par la DGEFP, mais celle-ci met en avant la nécessité de compléter la filière et de conclure un accord en ce sens avec les branches partageant les mêmes problématiques. Le communiqué indique d'ailleurs, que des discussions en ce sens ont d'ores et déjà été initiées.

#### ■ L'Opco Mobilité reste ouvert à de nouvelles adhésions

Dans un communiqué du 24 janvier, le Conseil national des professions de

l'automobile (CNPA) présente l'Opco Mobilité qui regroupe 21 branches (principalement dans le transport) et la RATP, et couvre 1,5 million de salariés. Il indique que son agrément est en bonne voie (v. page 2). Il met en avant l'ambition de ce futur opérateur qui est de « contribuer à structurer l'emploi et les compétences des métiers de la mobilité des personnes et des marchandises, en s'inscrivant pleinement dans les enjeux des transitions numériques, énergétiques et écologiques ». Le CNPA met en avant la situation de la branche du Transport routier « dont l'adhésion n'est que partielle, car en deçà du seuil des 30 % » de signataires pour les organisations syndicales. Il indique que celles qui ont signé sont déjà pleinement associées à la mise en place de l'Opco et que l'adhésion des non-signataires sera favorablement accueillie.

#### ■ Le Medef n'abandonnera pas son projet d'Opco interprofessionnel et interservices

Dans un communiqué du 22 janvier, le Medef réagit à la demande du gouvernement de « faire converger les deux projets Wellcom et Opco 11 » (v. page 2).

S'il considère que la demande du ministère peut être légitime, le Medef affirme qu'il « n'abandonnera pas le projet d'Opco interprofessionnel et interservices, partagé par un nombre important de ses branches et de ses adhérents ». Il estime que l'Opco Wellcom propose bien un champ cohérent réunissant des branches de services. L'organisation patronale propose donc de « travailler ensemble pour reconstruire un projet respectueux des priorités de chacun ». Pour elle, le rapprochement Wellcom/Opco 11 n'est « pas une fusion, mais un nouveau projet adapté aux ambitions, financements et particularités organisationnelles de chacun des secteurs et métiers concernés ». Et le communiqué précise que, « le respect de ces spécificités vaut pour le travail temporaire et la propriété ».

#### ► Le sport divisé sur le choix d'un Opco, après une négociation « chronophage » selon la CFDT

Pour la F3C-CFDT, dans son bulletin *Info'Sport* de janvier 2019, la négociation sur le choix d'un Opco par le sport divise cette branche et se révèle de surcroît « chronophage ». La CFDT a fait le choix proposé par le rapport Marx et Bagorski de l'Opco de la Cohésion sociale, car il « est cohérent avec l'économie actuelle du sport (composé à 80 % d'associations) ainsi qu'avec les branches qui ont déjà rejoint cette filière (animation, golf et tourisme social et familial) ». Elle souligne que les salariés du sport sont, pour la plupart, à temps partiel et doivent compléter leur volume d'activité et leurs revenus dans des branches connexes. « Les partenaires sociaux doivent pouvoir travailler sur le développement de cette pluriactivité ». La CFDT déplore donc que le syndicat patronal CoSMos, très largement majoritaire à l'issue de la dernière mesure de représentativité patronale, et le syndicat de salariés Fnass, deuxième organisation syndicale avec 36 % de représentativité mais ne représentant que les sportifs professionnels, se soient positionnés pour l'Opco de la culture et des médias. Le CNEA, deuxième organisation patronale représentative, et la CFDT et la CGT, ayant suivi les préconisations du rapport gouvernemental, « il revient désormais au ministère du Travail de trancher ».

### Temps de travail

#### ► UE: bientôt des droits minimums à congé de paternité ou d'aidant

Le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne sont parvenus, le 24 janvier, à un accord provisoire sur la proposition de directive concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et aidants (*v. l'actualité n° 17318 du 2 mai 2017*). Dans un

communiqué du 28 janvier, le gouvernement français a salué « avec satisfaction cet accord qui va dans le bon sens, celui d'une convergence des systèmes sociaux vers le haut entre les États membres de l'Union européenne et la création de nouveaux droits ». La future directive établirait une norme minimale, à l'échelle européenne, de dix jours de congé de paternité rémunérés à hauteur de l'indemnisation en cas d'arrêt de travail pour maladie. De plus, sur les quatre mois composant la durée minimale du congé parental par salarié parent, deux seraient rendus non transférables entre les parents, contre un à ce jour. Chaque État membre devrait fixer un niveau de rémunération au moins pour ces deux mois. Par ailleurs, serait créé un droit minimal au congé d'aidant de cinq jours par an par travailleur. Enfin, serait renforcé le droit pour les parents d'enfant de moins de 8 ans et tous les aidants de demander des « formules souples de travail » (réduction du temps de travail, horaires flexibles, télétravail). Il appartient désormais au Parlement européen et au Conseil d'adopter chacun le texte de l'accord provisoire, puis la directive sera publiée.

### Retraite

#### ► Le but de la réforme des retraites est « la baisse des pensions », selon Solidaires

« Travailler plus pour certain-es... pour moins de retraite pour tous et toutes », dénonce un communiqué de l'union syndicale Solidaires, diffusé le 22 janvier. Pour le syndicat, le but de la réforme des retraites est « la baisse des pensions », car « les dépenses devront s'équilibrer avec les recettes sans envisager de toucher aux cotisations (le patronat ne le veut pas) ». « Le système à point est un système à cotisations définies et pas à prestations définies [...] on cotisera toute sa carrière et qu'on ne saura qu'au moment du départ ce qu'on touchera ». Solidaires affirme également que ce système « va défavoriser tous ceux et celles qui ont eu une carrière incomplète ou heurtée ainsi que les ouvriers et ouvrières dont l'espérance de vie est moins élevée que les cadres ». Il demande ainsi l'abandon de ce projet, la suppression des augmentations de CSG sur les pensions, l'ouverture de négociations « qui permettent à tous et toutes de partir à 60 ans et plus tôt pour les métiers pénibles, avec 75 % du dernier traitement ou de la moyenne des dix meilleures années de carrière, avec un minimum égal au Smic », ou encore des « mesures d'égalité pour les femmes en rattrapage des salaires, des carrières inégales et de la charge des enfants non égalitairement partagée » et enfin « la suppression de la décote ».

### Maladie

#### ► Transformation du système de santé: Force ouvrière critique le recours aux ordonnances

« Un projet de loi vient d'être présenté au Conseil de la Cnam » sur la transformation du système de santé, rappelle un communiqué de FO diffusé le 18 janvier. Le syndicat déplore cependant que le recours aux ordonnances « demeure la méthode de concertation pour la transformation de notre modèle social ». Il détaille ensuite plusieurs mesures qui lui semblent problématiques, et notamment le *numerus clausus*, qui « ne sera pas supprimé, mais défini par rapport à une méthode de calcul encore inconnue, puis imposé aux universités par les ARS ». Le syndicat craint également « la révision du statut de praticien hospitalier et du recrutement de contractuels » susceptible de « mettre fin au statut de la fonction publique hospitalière » ou encore le développement du numérique qui « pourra conduire à une nouvelle forme d'industrialisation du soin encore plus déconnectée de la personne humaine ». Pour FO, « une telle méthode est inacceptable ». *Source AFP*

#### ► De plus en plus d'infirmiers pointent au chômage

« Les infirmiers sont de plus en plus touchés par le chômage, la dégradation étant plus marquée que pour les autres professions », constate une étude publiée le 24 janvier par la Drees. Fin 2017, plus de 18 000 infirmiers étaient inscrits à Pôle emploi. Les demandeurs d'emploi « ne représentaient toutefois que 3,6 % des effectifs d'infirmiers en activité » fin 2017, soit « une proportion moindre que dans les autres métiers », nuance la Drees. Le nombre d'infirmiers inscrits a cependant bondi de 6 390 fin 2010, à 18 250 sept ans plus tard. Dans le même temps, le nombre de nouveaux diplômés sortis des instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi) est passé d'un peu plus de 22 000 en 2010 à près de 26 000 en 2016. Obligés de débiter leur carrière par un poste salarié, ils peinent plus qu'avant à trouver des débouchés : dans la promotion sortie des Ifsi en 2013, « 74 % ont trouvé leur premier emploi en moins d'un mois, contre 85 % des diplômés de 2007 ». Si l'entrée sur le marché du travail est ralentie, la profession conserve une « qualité d'insertion plus favorable que la moyenne », souligne la Drees. *Source AFP*

### Syndicats

#### ► Plusieurs organisations syndicales dont la CGT et le SAF estiment les libertés publiques « en danger »

« Le gouvernement a décidé de reprendre à son compte la proposition de loi



de Bruno Retailleau (sénateur LR) adoptée au Sénat le 23 octobre 2018 visant à « prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs », explique un communiqué conjoint de la CGT, la Ligue des droits de l'Homme, le Syndicat des avocats de France (SAF), le Syndicat de la magistrature (SM), la Fondation Copernic, la FSU et Solidaires, diffusé le 25 janvier. « Alors que la France dispose d'un arsenal législatif déjà des plus répressifs, ces nouvelles mesures, si elles étaient votées, porteraient gravement atteinte aux libertés publiques de toutes et tous », poursuit le communiqué. « Les signataires appellent à s'opposer fermement à cette résurgence de la loi anticasseurs de 1970, de sinistre mémoire et abrogée en 1981 ». Ils dénoncent également « ces restrictions au droit de manifester et ces lourdes menaces sur les libertés d'opinion et d'expression des oppositions et demandent le retrait de la proposition de loi ».

## Entreprises

### ■ Ford Blanquefort : le PSE rejeté

Le plan de sauvegarde de l'emploi de Ford pour la fermeture de son site de Blanquefort (Gironde), qui emploie quelque 850 personnes, a été rejeté le 28 janvier par l'administration. Cette « décision », a expliqué sans détailler la préfecture dans un communiqué, « a pour objectif de sécuriser l'ensemble des parties, en pointant la non-conformité de la procédure ». Interrogé, Ford s'est contenté de prendre « acte de la décision », sans vouloir faire plus de commentaire. Selon une source gouvernementale, cette décision laisse une quinzaine de jours à Punch pour apporter les éléments qui manquaient encore pour « muscler son offre de reprise », notamment des lettres d'intention de clients. Pour Philippe Poutou, délégué CGT de Ford, « c'est une bonne nouvelle, ça va obliger Ford à revoir sa copie et à étudier plus sérieusement le projet de reprise par Punch défendu par les salariés ». « Cela nous donne quelques semaines de plus pour renforcer les chances de sauver l'usine ». Ford avait refusé en décembre une offre de reprise de la société franco-belge Punch-Powerglide (v. *l'actualité* n° 17715 du 17 décembre 2018), permettant pourtant de conserver environ 400 emplois. *Source AFP*

### ■ PSA Saint-Ouen : un projet d'accord présenté aux syndicats

Le constructeur automobile PSA, dont l'usine de Saint-Ouen (Seine-Saint-

Denis) doit fermer d'ici à 2021 pour laisser la place au futur campus hospitalo-universitaire Grand Paris Nord, a envoyé aux syndicats le 28 janvier un projet d'accord pour le reclassement des quelque 320 salariés du site. La fermeture de l'usine se fera sans licenciements. Le projet d'accord est « soumis à la signature » des syndicats jusqu'au 1<sup>er</sup> février, a précisé Brahim Loujahdi de la CFTC, organisation qui « va signer » le texte. « Le plus important, c'est l'accompagnement pour chaque salarié, en interne et en externe. La direction s'est engagée à trouver une solution pour chacun », « l'argent pour faire partir les gens, cela ne suffit pas, il leur faudra un travail solide » à la sortie, a-t-il souligné. « FO retrouve l'essentiel de ses revendications » dans ce projet d'accord d'établissement « et se dirige vers la signature » du texte, a indiqué Patrick Michel pour le syndicat. Le projet prévoit également un dispositif spécifique de congé senior, des indemnités pour mutation interne ou en cas de départ volontaire, des aides pour les salariés handicapés, à la création ou reprise d'entreprise, à la formation, au déménagement, etc. *Source AFP*

### ■ Niort : grève et rassemblement à la Macif sur les salaires et l'augmentation du président

Plusieurs centaines de personnes, salariés de la Macif, des filiales ou sociétaires dont plusieurs « gilets jaunes », ont manifesté le 28 janvier devant le siège de la mutuelle à Niort, parallèlement à un mouvement de grève. Les manifestants ont brièvement investi le hall du pôle sud-ouest du groupe. Une délégation a été reçue par une représentante de la direction. Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFE-CGC avaient appelé les salariés de la mutuelle niortaise à un mouvement de grève de 10 h 00 à 12 h 00 dans toutes les agences et à un rassemblement à Niort. La CGT a évoqué une « tension sociale à son comble » accrue par une révélation récente, dans le *Canard enchaîné*, sur l'indemnisation du PDG (revalorisée de 62,5 %, la portant à 260 000 €), en pleine période de négociations annuelles obligatoires sur les salaires. La Macif a fait état de « 1 700 grévistes » à 14 h 00, soit « environ 17 % des effectifs » du groupe, mais « cela n'affecte pas la qualité du service ». La direction dit par ailleurs entendre « les revendications » et, « dans une démarche d'ouverture, poursuit le dialogue [...] en vue d'aboutir à un accord » sur les salaires. *Source AFP*

### ■ La Caisse d'Épargne Grand Est va réduire ses effectifs de 550 emplois d'ici à 2022

« La Caisse d'Épargne Grand Est Europe a prévu, dans le cadre de notre plan à moyen terme 2019-2022, de baisser ses effectifs de 550 emplois équivalent temps plein à l'horizon 2022 par remplacement partiel de nos départs naturels », a affirmé une porte-parole de la direction le 25 janvier. Née de la fusion des Caisses d'Épargne Alsace et Lorraine Champagne-Ardenne, la banque compte actuellement un effectif de « un peu plus de 3 000 » personnes. « Durant quatre ans, un tiers des départs prévus [retraite, démission, etc.] seront remplacés et il n'y aura aucun départ contraint », a-t-elle ajouté. Un plan de départs volontaires n'est également « pas envisagé ». « Nous ne sommes pas dans l'urgence », a ajouté la porte-parole. « Nous sommes dans un environnement qui bouge terriblement et les banques, comme toutes les entreprises, doivent s'adapter à cette évolution et aussi à l'évolution des usages de nos clients, qui veulent plus de réactivité, plus de professionnalisme et ont plus d'attentes en matière de conseil ». Des mesures « de formation et de montée en compétence » sont également prévues pour les employés. *Source AFP*

### ■ La justice refuse de repousser la date butoir des rejets de l'usine Alteo dans les calanques

La Cour administrative d'appel de Marseille a refusé, le 25 janvier, de reporter au-delà du 31 décembre 2019 la date butoir à laquelle l'usine d'alumine Alteo de Gardanne doit mettre ses rejets liquides dans les calanques en conformité avec les normes environnementales. À l'audience du 11 janvier, Alteo avait qualifié d'« irréaliste » la date butoir décidée par le Tribunal administratif de Marseille du 20 juillet 2018, qui avait réduit de deux ans le délai initialement accordé à l'entreprise pour que la totalité de ses rejets en mer, dans le Parc national des calanques, respectent les valeurs limites d'émission. Elle avait également, par la voix de son avocate, fait valoir les « conséquences difficilement réparables » pour le site de Gardanne, qui « devrait alors fermer et cesser son activité, menaçant 700 emplois sur le bassin local ». Un argument rejeté par la cour qui a jugé que s'agissant du risque de perte de financement allégué par la société, le dossier « ne comportait aucun commencement de preuve ». *Source AFP*



Wolters Kluwer

Président-directeur général, directeur de la publication : Hubert Chemla – Directrice du Pôle droit et réglementation : Isabelle Bussel – Directrice des rédactions : Sylvie Duras. Rédactrice en chef : Rachel Brunet. Rédactrice en chef adjointe : Aude Courmont. Rédaction : Emmanuelle Couprie (chef de rubrique protection sociale), Michel Eicher (chef de rubrique conventions), Sandra Laporte (chef de rubrique jurisprudence), Vincent Szpyt (chef de rubrique emploi et formation), Romain Boutin, Anne Buis, Marjorie Caro, Audrey Minart, Joris Monier. Secrétaire de rédaction : Audrey Évrard.

Conception graphique : Primo & Primo. Directrice de production : Palmira Andrade. Liaisons sociales est édité par WOLTERS KLUWER FRANCE, SAS au capital de 75 000 000 € – 14, rue Fructidor, 75814 Paris Cedex 17 – RCS Paris 480 081 306. Associé unique : Holding Wolters Kluwer France – N° Commission paritaire 1121 T80984. Abonnement : 710,61 € TTC/an. Prix au numéro : 2,89 € TTC. Impression – routage : STAMP, ZAC du Chêne Bocquet, 60 rue Constantin Pecqueur, 95150 Taverny. Dépôt légal : à parution. ISSN 1955-5024. Ce numéro comporte 20 pages dont 4 pages de publicité. Service clients : contact@wkf.fr – N° Cristal : 09 69 39 58 58 (appel non surtaxé) – Service lecteurs : 01 85 58 37 20 – e-mail : redactions@liaisons-sociales-quotidien.fr – Rédaction : 01 85 58 30 00 (Fax : 01 85 58 39 70) Internet : http://www.liaisons-sociales.fr